



MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD
AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF ANDRE BENECH
191, avenue Doyen Gaston GIRAUD
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

**Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant
partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie
réglementaire du code de la commande publique**

N°Affaire : 20A0155

Objet de la consultation :

**MISSION D'EXPERTISE TECHNIQUE POUR LA SECURISATION DE LA DISTRIBUTION
ELECTRIQUE HT/BT DES HOPITAUX LAPEYRONIE ET ARNAUD DE VILLENEUVE**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Procédure adaptée en application des articles L.2120-1 2°, L. 2123-1, R. 2123-1, R
2123-4 à 6 et R. 2131-12 du code de la commande publique**

SOMMAIRE

1.1	Objet	4
1.2	Décomposition du marché public	5
1.2-1	Tranches	5
1.2-2	Lots	5
1.2-3	Phases	5
1.3	Forme et durée.....	6
1.4	Sous-traitance.....	6
1.5	Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)	6
1.5.1	Evolution technologique ou technique.....	6
1.5.2	Evolution réglementaire ou législative.....	7
Article 2	- Documents contractuels	7
Article 3	- Modalités d'exécution	8
3.1	Marché ordinaire.....	8
3.2	Accord-cadre à bons de commande	8
3.3	Ordres de service	8
3.4	Utilisation des résultats	8
3.5	Exécution complémentaire (clause de réexamen)	8
3.6	Réexamen du marché public	8
3-6-1	Intégration de nouveaux membres GHT.....	8
3-6-2	Evolutions du périmètre du marché public.....	8
3-6-3	Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande).....	8
3-6-4	Cession de marché ou modification de la composition du groupement.....	9
Article 4	- Conditions de livraison.....	9
Article 5	- Opérations de vérifications-décisions après vérifications.....	9
Article 6	- Garantie.....	9
Article 7	- Retenue de garantie	9
Article 8	- Modalités de détermination des prix	9
8.1	Répartition des paiements	9
8.2	Contenu des prix	9
8.3	Prix de règlements.....	10
8.4	Tranches optionnelles (clause de réexamen).....	10
Article 9	- Avance	10
Article 10	- Acomptes et paiements partiels définitifs	11
Article 11	- Paiement-établissement de la facture	11
11.1	Mode de règlement.....	11
11.2	Présentation des demandes de paiement.....	11
11.3	Intérêts moratoires	13
Article 12	- Clauses techniques.....	13
Article 13	- Escomptes (Clause de réexamen)	13
Article 14	- Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	13
Article 15	- Pénalités.....	14
15.1	Pénalités de retard.....	14
15-2	Pénalités relatives à la sous-traitance	14
15.3-	Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers	14
15-4	Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail.....	15
Article 16	- Arrêt des prestations en cours d'exécution.....	15

Article 17 - Attribution de compétence	15
Article 18 - Résiliation et exécution par défaut	15
18.1 Résiliation	15
18.2 Exécution par défaut	16
Article 19 - Redressement et liquidation judiciaire.....	16
Article 20 - Obligations du titulaire	16
Article 21 – Dématérialisation de l'exécution des marchés	17
Article 22 - Dérogations aux documents généraux	17

Article 1 - Objet et durée du marché public

1.1 Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- CHU de Montpellier,
- Hôpitaux du bassin de Thau,
- CH de Clermont l'Hérault,
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
- CH de Lodève,
- CH de Lunel,
- Ch de Millau,
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint Affrique,
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures,...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

MISSION D'EXPERTISE TECHNIQUE POUR LA SECURISATION DE LA DISTRIBUTION ELECTRIQUE HT/BT DES HOPITAUX LAPEYRONIE ET ARNAUD DE VILLENEUVE

Le marché sera conclu pour une durée de :

Pour la tranche ferme : « Expertise et étude de faisabilité de la sécurisation de quelques installations électriques contre la montée des eaux » à compter de la date de sa notification.

Phase 1 Diagnostic des locaux et des installations électriques : **2 mois**

Phase 2 Faisabilité technique de chacune des deux solutions d'amélioration de la résilience des installations électriques, incluant l'analyse de risque pour les deux scénarii et le tableau d'aide à la décision : **3 mois**

Pour chaque phase, Le délai de validation du rapport de rendu par le CHU de Montpellier sera de 6 semaines maximum.

Pour la tranche optionnelle « Elaboration d'un Programme Technique Détaillé nécessaire au choix d'une maîtrise d'œuvre » :

L'affermissement de la tranche interviendra au plus tard 6 mois après la validation par le CHU de Montpellier de la phase 2 de la tranche ferme.

L'affermissement prendra la forme d'une décision du pouvoir adjudicateur indiquant la date de démarrage des prestations de la tranche optionnelle.

La durée d'exécution des prestations de la tranche optionnelle est de 2 mois

1.2 Décomposition du marché public

1.2-1 Tranches

Tranche ferme : Expertise et étude de faisabilité de la sécurisation de quelques installations électriques contre la montée des eaux

Phase 1 : Diagnostic des locaux et des installations électriques

Phase 2 : faisabilité technique de chacune des deux solutions d'amélioration de la résilience des installations électriques, incluant l'analyse de risque pour les deux scénarii et le tableau d'aide à la décision.

Tranche optionnelle (clause de réexamen) :

- Consistance :

Elaboration d'un Programme Technique Détaillé nécessaire au choix d'une maîtrise d'œuvre

- Prix ou ses modalités de détermination :

Prix forfaitaire, ferme actualisable

- Modalités d'exécution :

L'affermissement prendra la forme d'une décision du pouvoir adjudicateur indiquant la date de démarrage des prestations de la tranche optionnelle.

Dans le cas où la tranche optionnelle est affermée avec retard ou n'est pas affermée, le titulaire n'a pas droit à une indemnité d'attente ou de dédit.

1.2-2 Lots

Sans objet

1.2-3 Phases

Il est prévu une décomposition en phase pour la tranche ferme :

Phase 1 : Diagnostic des locaux et des installations électriques

Phase 2 : faisabilité technique de chacune des deux solutions d'amélioration de la résilience des installations électriques, incluant l'analyse de risque pour les deux scénarii et le tableau d'aide à la décision.

La phase 2 sera déclenchée après validation de la phase 1 par une décision du pouvoir adjudicateur.

1.3 Forme et durée

La consultation aboutira à un marché ordinaire à tranche (articles R2113-4 à 6 du code de la commande publique).

Tranche ferme : Expertise et étude de faisabilité de la sécurisation de quelques installations électriques contre la montée des eaux

Phase 1 : Diagnostic des locaux et des installations électriques, le délai d'exécution est de 2 mois à compter de la notification du marché

Phase 2 : faisabilité technique de chacune des deux solutions d'amélioration de la résilience des installations électriques, incluant l'analyse de risque pour les deux scénarii et le tableau d'aide à la décision, le délai d'exécution est de 3 mois à compter de la décision du pouvoir adjudicateur indiquant la date de démarrage de la prestation.

Tranche optionnelle : Elaboration d'un Programme Technique Détaillé nécessaire au choix d'une maîtrise d'œuvre, le délai d'exécution est de 2 mois à compter de la décision d'affermissement de la tranche du pouvoir adjudicateur indiquant la date de démarrage des prestations.

La date prévisionnelle de commencement des prestations de la tranche ferme est fixée au mois de juillet 2020.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de services est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre H relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

1.5 Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.5.1 Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI.

1.5.2 Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1°, R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

Article 2 - Documents contractuels

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI :

- l'acte d'engagement et l'annexe "Décision du pouvoir adjudicateur"
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et son annexe « obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers » datée et signée par le candidat désigné attributaire
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 16 septembre 2009 JORF n° 0240 du 16 octobre 2009).
- l'offre technique du titulaire (note méthodologique et organisationnelle et ses annexes)
- La Décomposition du prix global et forfaitaire ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant aux éventuelles prestations supplémentaires régulièrement commandés par le Maître d'Ouvrage. Il ne pourra donc servir ou donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature des prestations à exécuter par le titulaire du marché.

NOTA: Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité.

Article 3 - Modalités d'exécution

3.1 Marché ordinaire

Se reporter à l'article 1 du présent CCAP.

3.2 Accord-cadre à bons de commande

Sans objet.

3.3 Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG, les décisions relatives aux modalités d'exécution du public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

3.4 Utilisation des résultats

L'option A du CCAG PI est retenue.

3.5 Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché public pourra être passé pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché public.

3.6 Réexamen du marché public

3-6-1 Intégration de nouveaux membres GHT

Sans objet

3-6-2 Evolutions du périmètre du marché public

3-6-2-1 Modification du périmètre du marché

Sans objet

3-6-2-2 Modification calendrier d'exécution

Sans objet

3-6-3 Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Sans objet

3-6-4 Cession de marché ou modification de la composition du groupement

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels que la cession de brevets, la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée en cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou de décès du cotraitant.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.

Article 4 - Conditions de livraison

Sans objet

Article 5 - Opérations de vérifications-décisions après vérifications

5-1 Vérifications quantitatives et qualitatives

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des prestations dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 26.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 6 semaines pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

5-2 Décisions après vérifications

Ces opérations de décision sont effectuées conformément aux conditions prévues à l'article 27 du CCAG-PI.

Article 6 - Garantie

Sans objet

Article 7 - Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 8 - Modalités de détermination des prix

8.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur, à ses co-traitants et ses sous-traitants éventuels.

8.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

Le marché public est traité à prix forfaitaire.

8.3 Prix de règlements

Le marché public est conclu à prix fermes actualisables.

Pour chaque tranche le prix est ferme actualisable.

Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre ; ce mois est appelé "mois zéro".

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix est l'indice ING (ingénierie).

L'actualisation est effectuée par l'application au prix de la tranche concernée d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

Dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I, sous réserve que le mois « d » du début d'exécution de la tranche soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur

8.4 Tranches optionnelles (clause de réexamen)

Le prix de la tranche optionnelle est ferme actualisable dans les mêmes conditions que celles stipulées à l'article 8.3 du présent CCAP.

Article 9 - Avance

Application des dispositions des articles L 2191-2 et 3 et R 2191-3, R 2191-5 à 7 et 9 à 19 du code de la commande publique

Le taux de l'avance est fixé à 5 % (lorsque la tranche est d'un montant supérieur à 50 000 € HT et avec un délai d'exécution de 2 mois.)

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

-Pour les marchés ordinaires/à prix global et forfaitaire, le montant de l'avance sera réglé en totalité dans un délai de 50 jours maximum à compter de la notification du marché et au plus tard, avant le paiement du premier acompte.

Article 10 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique.

Mission	Acomptes	
Tranche Ferme : Expertise et étude de faisabilité de la sécurisation de quelques installations électriques contre la montée des eaux		
Phase 1 : Diagnostic des locaux et des installations électriques	70% à la remise du document	30% à la validation du document par le maître d'ouvrage
Phase 2 : Faisabilité technique de chacune des deux solutions d'amélioration de la résilience des installations électriques, incluant l'analyse de risque pour les deux scénarii et le tableau d'aide à la décision	70% à la remise du document	30% à la validation du document par le maître d'ouvrage
Tranche optionnelle : Elaboration d'un Programme Technique Détaillé nécessaire au choix d'une maîtrise d'œuvre		
Elaboration d'un Programme Technique Détaillé nécessaires au choix d'une maîtrise d'œuvre	70% à la remise du document	30% à la validation du document par le maître d'ouvrage

Article 11 - Paiement-établissement de la facture

11.1 Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique

11.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et selon les modalités définies ci-dessous.

. 1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique :



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement (TRVX) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU (TRVX).

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures / au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par le RPA par courrier

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 12 - Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

Article 13 –Escomptes (Clause de réexamen)

Sans objet

Article 14 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 – Pénalités

15.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Prestation Intellectuelles, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire se verra appliquer, sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 € nets par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Prestation Intellectuelles, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 200 € nets pour l'ensemble du marché

Absence aux réunions:

En cas d'absence à une réunion pour laquelle le titulaire a été dûment convoqué ou dont il en est l'organisateur, le titulaire se verra appliquer, sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 150 € nets.

15-2 Pénalités relatives à la sous-traitance

15-2-1 Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support. Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

15-2-2 Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 32 du CCAG PI.

15.3- Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

15-3-1 Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1500 euros

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 32 du CCAG PI

15-3-2 Pénalités relatives au non respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

15-4 Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 20 du présent CCAP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 32 du CCAG PI

Article 16 - Arrêt des prestations en cours d'exécution

En application de l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque phase d'intervention du prestataire définie à l'article 1.2.3 du présent CCAP.

Article 17 - Attribution de compétence

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché, entre le titulaire du marché et le pouvoir adjudicateur ; il sera proposé au fournisseur de régler le litige à l'amiable soit en organisant une rencontre, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Article 18 - Résiliation et exécution par défaut

18.1 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 29 à 35 du CCAG-PI.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes...).

18.2 Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 36 du CCAG-PI.

Article 19 - Redressement et liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 20 - Obligations du titulaire

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8452-5.

Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés

étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

Clause de réexamen :

Modifications des données administratives :

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Centre Administratif André Bénéch
Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur SAT
191, Avenue Doyen Gaston Giraud
34295 Montpellier Cedex 5

et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si le pouvoir adjudicateur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

Article 21 – Dématérialisation de l'exécution des marchés
--

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Article 22 - Dérogations aux documents généraux
--

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 29 du CCAG-PI par l'article 1.5.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 4 du CCAG-PI par l'article 2 du CCAP.

Dérogation à l'article 2 du CCAG-PI par l'article 3-3 du CCAP.

Dérogation à l'article 26.2 du CCAG-PI par l'article 5.1 du CCAP.

*Dérogation aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG-PI par l'article 15.1 du CCAP.
Dérogation à l'article 33 du CCAG-PI par l'article 18-1 du CCAP.*